



1. Contexte et principaux enjeux

2. Récents développements

Développements sur le marché mondial

Développements sur le marché européen de la banane

Enjeux et tendances dans l'évolution du secteur de la banane en Afrique de l'Est et australe

Enjeux et tendances dans l'évolution du secteur de la banane en Afrique de l'Ouest et centrale

Enjeux et tendances dans l'évolution du secteur de la banane dans les Caraïbes et le Pacifique

3. Implications pour les pays ACP

Aider les organisations de producteurs ACP à exploiter de nouvelles opportunités de marché

Mobiliser un soutien accru pour faire face aux menaces liées aux maladies dans le secteur de la banane

Se préparer pour les réformes du régime de contrôle des produits biologiques de l'UE

Développer les marchés du commerce équitable et des produits biologiques pour les producteurs de bananes ACP

Secteur de la banane

1. Contexte et principaux enjeux

Seuls trois des dix plus gros producteurs de bananes mondiaux sont engagés dans le commerce transcontinental de la banane : dans les principaux pays producteurs de bananes, la production est principalement destinée à assurer la sécurité alimentaire nationale. Pour de moins en moins de pays ACP, les bananes représentent encore une part significative de leurs relations commerciales avec l'UE. Néanmoins, de nouvelles opportunités de marché sont recherchées pour la production de produits transformés et de produits à base de banane à forte valeur ajoutée pour les marchés nationaux, régionaux et internationaux.

Actuellement, dans certains pays ACP, l'investissement dans le développement de la production commerciale de produits transformés et de produits à base de banane à forte valeur ajoutée est freiné par les incertitudes sur l'approvisionnement local, avec des demandes

concurrentes et la propagation de maladies du bananier dans les régions ACP.

« Dans les principaux pays producteurs de bananes, la production est principalement destinée à assurer la sécurité alimentaire nationale »

Selon certaines informations, les épidémies font peser la menace d'un « bananageddon », la FAO évoquant dans un rapport en 2014, dans le pire des cas, une baisse de jusqu'à 47 % de la production mondiale de bananes.

La structure du commerce mondial de la banane continue d'évoluer, les transformations technologiques et logistiques facilitant l'approvisionnement direct auprès des producteurs plutôt que *via* les entreprises bananières traditionnelles. Cela ouvre des opportunités pour une commercialisation directe,

plus ciblée, des bananes, qui pourrait potentiellement procurer de meilleurs revenus aux producteurs. Cependant, ces mêmes évolutions renforcent le pouvoir commercial de multiples distributeurs sur les marchés établis de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). En retour, les entreprises bananières traditionnelles cherchent à se repositionner, soit par la consolidation (à l'instar de la fusion Chiquita-Fyffes), soit par la diversification vers d'autres produits (par ex. Del Monte). Dans ce contexte, les producteurs de bananes indépendants des pays ACP pourraient avoir besoin d'aide pour explorer de nouvelles opportunités, en particulier à travers la promotion de changements de réglementations pour renforcer le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement de la banane.

Bien que les pays ACP, en tant que groupe, se présentent ensemble contre la concurrence des fournisseurs de bananes non ACP, cela masque des expériences nationales extrêmement variées. La prolifération des accords commerciaux de l'UE avec des pays tiers (en particulier l'Amérique latine) – impliquant un accès géré par des quotas étendus et des droits de douane sous quotas réduits – continue d'intensifier la concurrence pour les fournisseurs ACP sur le marché de l'UE. À la longue, cela pourrait exclure certains fournisseurs de bananes ACP.

Étant donné cette concurrence, il pourrait être essentiel pour les exportateurs de bananes d'Afrique de l'Ouest et centrale d'éviter toute interruption du commerce de bananes à partir de l'échéance imminente d'octobre 2014 pour la conclusion du processus d'Accord de partenariat économique (intérimaire).

Cibler des marchés de produits différenciés (biologique et commerce équitable) et mieux répondre aux besoins des distributeurs finaux, avec des efforts constants pour réduire les coûts (par exemple en améliorant la logistique de transport et en réduisant les coûts de certification et les contrôles officiels sur les importations dans l'UE) semblerait crucial pour que les pays ACP puissent continuer à être présents sur les marchés européens de la banane.

Promouvoir des accords de reconnaissance communs de diverses normes (biologique et commerce équitable) à travers différents marchés d'exportation parmi les plus importants (comme l'UE et les États-Unis) pourrait aussi permettre de réduire les coûts de certification et faciliter l'exploitation efficace de l'évolution des opportunités de marché.

2. Récents développements

Développements sur le marché mondial

Problèmes de production

La production mondiale de bananes est confrontée à un défi majeur depuis la propagation d'une série de maladies virales, bactériennes et fongiques du bananier. Les Nations unies signalent que la propagation de la jaunisse fusarienne (fusariose, ou souche TR4 de la maladie de Panama) constitue une menace sérieuse pour la production et les exportations de bananes. Cette maladie s'est étendue depuis l'Asie vers l'Afrique, le Mozambique, nouvel exportateur ACP de bananes, étant le dernier pays ACP à avoir signalé l'infection en 2013. Le flétrissement

bactérien de la banane (*Banana Xanthomonas Wilt*, BXW) et diverses infections virales, comme la maladie du Bunchy Top, affectent également de larges zones dans les régions de culture de la banane en Afrique. Dans les Caraïbes, tandis que les craintes sont concentrées sur la propagation de l'infection fongique de la cercosporiose noire, on redoute également la possible propagation de la maladie de Panama. Dans le Pacifique, les préoccupations sont essentiellement centrées sur la possible propagation de la maladie du sang du bananier de l'Indonésie vers la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

« La production mondiale de bananes est confrontée à un défi majeur depuis la propagation d'une série de maladies du bananier »

Alors que le pire scénario envisagé par la FAO évoque des pertes atteignant 47 % de la production mondiale de bananes, des scientifiques responsables d'un programme sur les gènes de la banane à l'Université de Louvain ont dénoncé les articles alarmistes qui prévoient un « bananageddon », soutenant que le problème était « un peu exagéré par certains médias ». Néanmoins, le PDG de Chiquita a déclaré qu'il serait « prudent d'envisager la vie après la Cavendish » (95 % des exportations mondiales de bananes enregistrées), étant donné le défi croissant des maladies auxquelles est confrontée cette variété de bananes qui domine le commerce mondial.

Tendances de la demande

En juin 2013, le site web *Fruit-inform* a fait état d'une demande mondiale de bananes stagnante, la demande russe et ukrainienne élevée étant la seule exception dans un tableau sombre du commerce mondial de la banane (voir

article Agritrade « [La demande russe et ukrainienne soutient les prix de la banane mais n'offre pas beaucoup de perspectives à long terme](#) », 5 août 2013). Cependant, depuis cette analyse, les tensions croissantes entre la Russie et l'Ukraine devraient assombrir les perspectives commerciales.

Dans le cas de l'UE, des informations datant de la fin novembre 2013 suggéraient que, depuis 2008, les importations de bananes en Allemagne sont passées de 1 406 226 tonnes à 1 200 000 tonnes (– 15 %). Bien que cette baisse affecte principalement les fournisseurs de bananes non ACP (les fournisseurs de « bananes dollars »), elle est révélatrice des tendances de la demande sur les marchés matures, face à la popularité croissante d'autres fruits commodes à consommer.

Tendances des prix

Jusqu'à la mi-2013, les prix mondiaux de la banane étaient à des niveaux historiquement bas, avec des bananes 30 % moins chères qu'auparavant en moyenne. Selon *Indexmundi.com*, en mai 2013, les prix de la banane étaient inférieurs de 21 % aux niveaux records de mars 2012, et à leurs plus bas niveaux depuis la fin 2010. Après mai 2013, les prix ont augmenté jusqu'à 6 %, mais ils ont considérablement fluctué depuis lors, et en mai 2014 ils n'étaient qu'à 0,9 % au-dessus des niveaux de prix de mai 2013.

Tendances commerciales

La FAO rapporte qu'en 2012 le volume brut de bananes commercialisées au plan mondial a atteint des niveaux records, malgré une production affectée par les inondations en Équateur (– 5,6 %), le plus gros exportateur mondial. La FAO signale un rôle croissant des producteurs de bananes d'Amérique centrale dans le commerce

mondial de la banane, dont les exportations ont augmenté de 22,1 % en 2012, à comparer au déclin de 6,4 % des exportations de bananes d'Amérique du Sud. La FAO a attribué cette évolution à la mise en œuvre de nouveaux accords commerciaux entre l'UE et les producteurs de bananes d'Amérique centrale. Cependant, les données de l'UE ont montré qu'entre 2010 et 2013 les importations en provenance des deux principaux exportateurs latino-américains ont augmenté de 6,9 %, contre une croissance de 6,2 % pour les fournisseurs d'Amérique centrale.

Évolution de la structure du commerce international de la banane

« *La structure du commerce international de la banane évolue* »

La structure du commerce international de la banane évolue : entre 2002 et 2013, la part des cinq premières compagnies est tombée de 70 % à 44,4 %. D'après la FAO, si « la concurrence est acharnée entre les pays producteurs de bananes », nombre d'entre eux luttant pour demeurer compétitifs, « le marché offre également de nouveaux débouchés car il n'est plus dominé par les plus gros acteurs – et de nouveaux acheteurs font leur entrée sur le marché ». Les grandes compagnies bananières se détournent de la propriété des plantations et de la production pour s'orienter davantage vers la « logistique postproduction ». Ainsi, alors que la société Fyffes « possédait ses propres plantations en Jamaïque, au Belize et dans les îles du Vent », elle s'est retirée de la production et « achète désormais ses bananes par le biais de contrats avec les producteurs » (voir article Agritrade « [Examen par la FAO des développements dans le commerce international de la banane](#) », 23 mai 2014).

Cette tendance déplace le fardeau du risque inhérent à la hausse des coûts des intrants et des arrêts de la production dus au climat vers les producteurs indépendants, allégeant potentiellement la pression sur les gros acheteurs du fait de prix de marché stagnants.

Dans le même temps, le fait que les chaînes de supermarchés s'approvisionnent en bananes de plus en plus directement, aidées par « la mise en place de services de conteneurs maritimes des régions productrices aux principaux marchés de destination », a ouvert de nouvelles voies vers le marché potentiellement plus profitables pour les producteurs/exportateurs de bananes. La conteneurisation et les services de compagnies d'expédition associés ont également permis de réduire les coûts d'entrée vers le commerce international de la banane.

Cependant, ces développements ont encore renforcé le pouvoir des chaînes de supermarchés dans le commerce de la banane. D'après la FAO, « le pouvoir de marché a changé de main, passant des principales marques vers les détaillants » et cela a été particulièrement le cas au Royaume-Uni, où les supermarchés représentent 40 % de la distribution des bananes.

Systèmes de durabilité dans le secteur de la banane

Il existe trois principaux systèmes de certification durable dans le secteur de la banane : biologique, commerce équitable et certification Rainforest Alliance. Les majorations de prix obtenues grâce à ces systèmes de certification durable peuvent atteindre jusqu'à 75 % au-dessus des prix conventionnels des bananes, bien qu'elles varient selon les marchés spécifiques et les fournisseurs. « Les plus fortes majorations

ont été constatées pour des bananes biologiques », et les plus basses pour la certification Rainforest Alliance.

Cependant, entre 2008 et 2012, le pourcentage de production certifiée commerce équitable vendue comme bananes commerce équitable est tombé de 62,5 % à 60,4 % ; en 2012, quelque 238 020 tonnes de bananes certifiées commerce équitable ont été vendues comme des bananes conventionnelles. De même, le pourcentage de bananes certifiées biologiques (vendues comme bananes biologiques) est passé de 65,9 % à 62 % ; en 2012, quelque 298 858 tonnes ont été vendues comme des bananes conventionnelles.

Seule la production de bananes certifiée Rainforest Alliance, effectuée dans des chaînes d'approvisionnement intégrées, a été presque entièrement vendue comme certifiée Rainforest Alliance. Cette production a lieu exclusivement dans des pays non ACP.

Au niveau mondial, la République dominicaine (RD) détient le record de ventes certifiées commerce équitable (35,4 % du total des ventes du commerce équitable), les îles du Vent représentant désormais 2,6 % des ventes du commerce équitable. Cette situation pourrait changer radicalement, l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) indiquant qu'en 2013 la capacité de production de bananes commerce équitable en Afrique a atteint 600 000 tonnes. Cette expansion pose d'importants défis en termes de développement de marchés si les producteurs de bananes ACP ne parviennent pas à faire face aux coûts de la certification commerce équitable sans bénéficier des majorations de prix qui y sont liées. Un exemple pour illustrer de l'ampleur du défi à affronter : tandis que les ventes de bananes commerce équitable en Allemagne ont

augmenté de 50 %, cela n'a concerné qu'un total de 32 000 tonnes, soit seulement 5 % de la hausse de la production de bananes certifiées commerce équitable attendue.

La RD fournit 81,2 % de la production certifiée biologique réalisée dans 11 pays ACP, et 29 % du total mondial de la production de bananes certifiée biologique.

Développements relatifs aux entreprises en 2013/14

En mars 2014, deux grandes entreprises, Chiquita et Fyffes, ont annoncé des projets de fusion. Des analystes ont affirmé que c'était en réponse au « fait qu'il y a de moins en moins à gagner sur le marché de la banane », étant donné la tendance de quelques supermarchés européens à utiliser la banane comme un produit d'appel pour attirer les consommateurs. La fusion est envisagée comme une source potentielle d'économies substantielles en termes de transport et de logistique.

Selon la FAO, la fusion Fyffes-Chiquita a peu de chances de « donner à la nouvelle entreprise suffisamment de pouvoir de marché pour exercer une pression sur le marché de la banane et influencer les prix aux producteurs ou les prix à l'importation/de gros » (voir article [Agritrade « Du Suriname aux leaders mondiaux, fusions et acquisitions dans le secteur de la banane »](#), 11 mai 2014). Cependant, cela ne signifie pas que la fusion n'aura pas d'impact sur les accords ACP-UE d'approvisionnement en bananes. Banana Link a averti que la fusion pourrait conduire à une plus forte concentration de la propriété dans le commerce mondial de la banane, tandis que la fondation Fairtrade s'est engagée à observer de très près l'impact de la fusion.

Banana Link considère que les deux compagnies ont une bonne réputation en matière d'amélioration des conditions de travail et de questions environnementales, mais que, les détaillants retirant de la valeur des chaînes d'approvisionnement de la banane, la pression commerciale pourrait augmenter dans les années à venir, à moins qu'un changement n'intervienne dans les pratiques tarifaires sur les principaux marchés étrangers, comme le Royaume-Uni.

En janvier 2014, Univeg a acquis une participation majoritaire dans la compagnie bananière publique du Suriname, Stitching Behoud Banana Sector (SBBS). Début 2014, Univeg a été le plus gros distributeur pour Chiquita et les principaux marchés européens continentaux, en concurrence avec Fyffes. La fusion Chiquita-Fyffes est ainsi susceptible de faire perdre le contrat de distribution d'Univeg avec Chiquita pour ces marchés. Cela conduira Univeg à chercher des sources d'approvisionnement alternatives pour servir sa clientèle établie.

Alors que cela pourrait ouvrir des opportunités aux fournisseurs ACP, il faut noter qu'en avril 2014 Univeg a annoncé une joint venture avec la branche chargée des exportations agricoles du conglomerat indien Mahindra & Mahindra, qui pourrait devenir un important fournisseur de bananes pour le marché européen, en fonction des résultats des négociations de l'ALE UE-Inde. D'autres entreprises indiennes, comme INI Farms, cherchent également à développer la production de bananes pour les marchés européens – et ont exprimé les aspirations de l'Inde à devenir l'un des principaux rivaux des exportateurs de bananes comme les Philippines.

Développements sur le marché européen de la banane

Les pays ACP affirment leur position, mais avec des performances variables

En 2013, les exportateurs de bananes ACP ont consolidé leur position sur le marché européen, les volumes d'exportation vers l'UE augmentant de 7,8 % par rapport à 2012, tandis que les bananes de la « zone dollar » non ACP ne progressaient que de 5,9 %. En valeur absolue, le volume des importations de bananes dollars a augmenté de 209 107 tonnes comparé à une hausse de seulement 76 750 tonnes pour les bananes ACP. (Voir article *Agritrade* « [Les exportations de bananes de l'Amérique centrale et du Sud vers l'UE boostées par les accords de libre-échange malgré une performance variable](#) », 11 mai 2014.)

« En 2013, les exportateurs de bananes ACP ont consolidé leur position sur le marché européen »

Cependant, depuis 2010, les importations en provenance de fournisseurs de bananes dollars ayant récemment conclu des ALE avec l'UE ont augmenté plus rapidement que les importations en provenance des pays ACP (6,6 % contre 5,7 %). On constate une hausse particulièrement importante des importations en provenance du Pérou (+ 178,1 %). En effet, sans la performance relativement faible de la Colombie et l'absence de l'Équateur de l'ALE Pacte andin-UE, il est probable que les exportateurs ACP auraient été confrontés à une concurrence plus forte sur le marché européen. Dans les années à venir, celle-ci devrait s'intensifier, le processus de réductions tarifaires accordées se poursuivant et les exportateurs

Tableau I : Tendances des importations de bananes de l'UE-28 depuis 2010 (en tonnes)

Pays	2010	2011	2012	2013	Variation 2010/2013 (%)
Nouveaux ALE					
Colombie	1 166 658	1 143 202	1 136 523	1 159 287	- 0,6
Costa Rica	779 987	849 268	774 733	827 538	+ 6,1
Panama	184 714	161 124	148 832	197 088	+ 6,7
Pérou	51 598	64 646	80 699	143 489	+ 178,1
Guatemala	3 315	3 002	5 215	13 673	+ 312,5
Honduras	15 084	17 459	5 749	6 472	- 57
Sous-total	2 201 356	2 238 701	2 151 751	2 347 547	+ 6,6
(% total)	(48,2)	(48,1)	(47,4)	(48,6)	
Total des importations de l'UE en provenance de pays non ACP	3 541 760	3 680 171	3 558 221	3 767 328	+ 6,4
Caraïbes ACP					
République dominicaine	303 655	326 851	294 589	322 658	+ 6,3
Belize	78 817	71 064	99 288	96 763	+ 22,8
Suriname	70 437	62 912	83 126	80 956	+ 14,9
Sainte-Lucie	23 154	6 159	12 145	12 367	- 46,6
Dominique	3 729	4 066	2 268	1 443	- 61,3
St-Vincent-et-les Grenadines	4 054	764	710	191	- 95,3
Afrique de l'Ouest et centrale					
Côte d'Ivoire	244 313	224 140	224 944	252 175	+ 3,2
Ghana	52 357	47 155	50 691	42 612	- 18,6
Cameroun	242 981	235 216	213 868	249 239	+ 2,6
Afrique australe					
Mozambique	36	106	601	563	+ 1 463,9
Autres	134	110	107	118	
Total des importations de l'UE en provenance de pays ACP	1 023 665	978 540	982 335	1 059 085	
(% total)	(22,4)	(21,0)	(21,6)	(21,9)	+ 3,5
Total des importations de l'UE	4 565 425	4 658 711	4 540 556	4 826 413	+ 5,7

Source : CE, « Banana supply in the EU », tableau 4, 12 mars 2014, http://ec.europa.eu/agriculture/fruit-and-vegetables/product-reports/bananas/statistics/supply_en.pdf.

de bananes d'Équateur augmentant la pression sur leur gouvernement pour accéder rapidement à l'accord commercial UE-Pacte andin.

Débat sur le prix des bananes dans l'UE et appels à des réformes réglementaires

En termes de tendances des prix, les prix moyens de vente en gros des bananes dans l'UE en 2013 ont été inférieurs à ceux de trois des quatre années précédentes (la troisième année faisant exception). Pendant la majeure partie de 2013, les prix des bananes au détail en provenance des pays NPF étaient de 22 % à 25 % supérieurs aux prix des bananes ACP. Cependant, il existe des variations considérables dans les prix moyens de vente au détail des bananes à travers l'UE, des chiffres compilés par Banana Link indiquant des prix de détail en France supérieurs d'au moins 84 % aux prix du Royaume-Uni (voir tableau II).

« Les importations en provenance de fournisseurs de bananes dollars ayant récemment conclu des ALE avec l'UE ont augmenté plus rapidement que les importations en provenance des pays ACP »

En octobre 2013, Banana Link a souligné que les guerres des prix des bananes entre détaillants avaient fait chuter les prix des bananes britanniques en dessous des prix de 2001

(0,68 £/kg comparé à 1,08 £/kg). Une évolution contrastant avec l'augmentation des prix des bananes au détail de 4 % en Italie, de 7 % en Allemagne et de 10 % en France entre 2001 et 2013. Banana Link a exprimé ses craintes que les pratiques de prix en vigueur dans les chaînes de distribution britanniques ne s'étendent à d'autres marchés européens ; Jumbo, seconde plus grosse chaîne de distribution des Pays-Bas, a annoncé qu'il allait abandonner les promotions périodiques pour maintenir un prix de vente de « ses fruits de marque multinationale à 0,99 € (0,85 £) par kilo, jusqu'à nouvel ordre » (voir article Agritrade « Des politiques non durables de fixation des prix de la banane au Royaume-Uni commencent à gagner du terrain », 22 décembre 2013). Ces tendances de prix doivent être considérées dans le contexte d'un doublement des coûts de production de la banane depuis 2001.

« Les guerres des prix des détaillants britanniques détruisaient la valeur de la banane pour les producteurs et les travailleurs partout dans le monde »

Banana Link a fait valoir que les guerres des prix des détaillants britanniques « détruisaient la valeur de la banane pour les producteurs et les travailleurs partout dans le monde ». Cependant, les tendances de prix au Royaume-Uni étant en partie liées à l'augmentation de l'approvisionnement direct en bananes par trois des

quatre principales chaînes de distribution britanniques, le consortium des distributeurs britanniques (BRC) critique vivement cette analyse. BRC déclare qu'il n'y a pas de lien entre les promotions en magasin et les prix bas des bananes, dans la mesure où les distributeurs eux-mêmes supportent le coût de ces activités promotionnelles. Mais une analyse de la fondation Fairtrade des importations de bananes et des prix de détail soutient qu'il y a « une corrélation claire et de long terme entre les prix de détail et les prix payés dans les pays producteurs de bananes » (voir article Agritrade « La Fondation Fairtrade préconise une action réglementaire pour promouvoir la production durable de bananes », 2 juin 2014).

Sur cette base, Banana Link a demandé au gouvernement britannique de déclarer la « vente en dessous du prix d'achat » illégale. Selon le quotidien britannique *The Guardian*, c'est déjà le cas dans « de nombreux pays européens ». Des appels à une nouvelle initiative réglementaire pour gérer « un nouveau monde où des cartels d'acheteurs peuvent faire baisser les prix, quel que soit le secteur » ont été lancés par la fondation Fairtrade, qui exhorte l'UE à :

- enquêter sur les tactiques de prix des distributeurs de bananes à travers l'Europe pour « évaluer l'impact des bas prix de la distribution sur les intérêts à long terme des producteurs de bananes et des consommateurs européens » et à s'engager à agir sur les résultats des enquêtes ;

- « promouvoir la création d'un médiateur semblable au Groceries Code Adjudicator du Royaume-Uni afin de réguler le pouvoir des acheteurs dans l'industrie de la distribution, en commençant par

Tableau II : Prix de détail moyens sur une sélection de marchés de l'UE (en £/kg)

Pays	Royaume-Uni	Hollande	Allemagne	France
Prix moyen	0,68	0,85	0,97	1,25

Source : Banana Link, « Crisis, what crisis?! UK retail continues to bury its head on banana pricing », 31 octobre 2013, <http://www.bananalink.org.uk/crisis-what-crisis-uk-retail-continues-bury-its-head-banana-pricing>.

les bananes (voir article *Agritrade* « [Des politiques non durables de fixation des prix de la banane au Royaume-Uni commencent à gagner du terrain](#) », 22 décembre 2013).

« La façon dont la chaîne d'approvisionnement de la banane ACP-UE fonctionne est considérée comme étant d'une importance croissante dans les relations du secteur de la banane ACP-UE »

La façon dont la chaîne d'approvisionnement de la banane du Royaume-Uni fonctionne compte beaucoup pour un certain nombre d'exportateurs de bananes ACP tournés exclusivement vers le marché britannique. Parmi ceux-ci, la Dominique et Sainte-Lucie et – jusqu'à ce qu'elles sortent du commerce d'exportation de la banane – la Grenade et la Jamaïque. Les prix bas constants des bananes britanniques invitent à se demander pourquoi ces fournisseurs ACP de bananes vers le Royaume-Uni ne se sont pas diversifiés vers d'autres marchés européens. Plus généralement, la façon dont la chaîne d'approvisionnement de la banane ACP-UE fonctionne est considérée comme étant d'une importance croissante dans les relations du secteur de la banane ACP-UE.

Changements dans les réglementations biologiques de l'UE et tendances dans le commerce des bananes biologiques

En 2013, la CE a lancé un examen de son régime des produits biologiques, et des propositions pour une nouvelle réglementation ont été présentées en mars 2014. En termes d'importations, la réglementation proposée cherche à simplifier le régime d'importation, éliminer les exceptions et appliquer

progressivement des normes communes. La reconnaissance croissante des organismes de contrôle devrait être « progressivement transformée en régime de conformité, ce qui signifie que les produits importés vont devoir se conformer au seul ensemble de règles de production de l'UE » (voir article *Agritrade* « [Le CE prévoit une nouvelle réglementation pour le secteur biologique](#) », 11 mai 2014), les organismes de contrôle existants devenant *de facto* les agents d'exécution pour un régime commun de normes européennes.

Le système actuel d'autorisations individuelles d'importation est en passe d'être supprimé. Cela laissera deux options : la réalisation de contrôles de la production biologique par des organismes de contrôle européens autorisés ou la conclusion d'accords d'équivalence. Dans le cas de contrôles réalisés par des organismes de contrôle européens autorisés, un accent plus important devrait être mis sur la supervision et le suivi des activités de ces organismes de contrôle, avec une augmentation potentielle des coûts pour les entreprises individuelles.

« Les propositions de l'UE pour une nouvelle réglementation des produits biologiques pourraient s'avérer importantes pour les exportateurs de bananes ACP »

Ces propositions de l'UE pourraient s'avérer importantes pour les exportateurs de bananes ACP, principalement pour la République dominicaine où 60 % de la production de bananes à l'exportation est certifiée biologique. Toute difficulté des producteurs ACP à accéder aux marchés européens de la banane biologique pourrait accroître encore le défi consistant à trouver des marchés pour la production de bananes certifiée biologique existante.

État des lieux du programme de mesures d'accompagnement de la banane de l'UE

Lors de la session du Conseil des ministres ACP de décembre 2013, des inquiétudes ont été exprimées quant aux retards continus dans la mise en œuvre du programme de mesures d'accompagnement de la banane de l'UE (MAB), qui « mine l'efficacité escomptée de ces mesures ». Les ministres ACP ont demandé à l'UE d'accélérer les déboursments au titre du programme MAB en utilisant davantage le soutien budgétaire et d'« éviter d'adopter une position définitive concernant le soutien futur au secteur de la banane ACP avant que les résultats de la mise en œuvre des MAB soit connus » (voir article *Agritrade* « [Les ministres ACP appellent à un élargissement des programmes d'aide à la banane](#) », 13 janvier 2014).

Les pays ACP ont également exhorté l'UE à « revoir la situation dans le secteur de la banane ACP, étant donné les nouveaux risques pour la compétitivité représentés par les avantages commerciaux supplémentaires proposés par la Commission européenne aux pays tiers », et à une coopération plus étroite entre la CE et le Secrétariat ACP dans le développement de programmes pour le secteur de la banane et du programme intégré de développement des produits de base. Les ministres ACP ont ensuite appelé à un renforcement des consultations ACP et de la coopération sur les sujets ayant trait au secteur de la banane, pour aller au-delà d'un appui traditionnel de type aide au développement. Ces positions ont été réitérées à la réunion du Conseil des ministres ACP de Nairobi en juin 2014.

Enjeux et tendances dans l'évolution du secteur de la banane en Afrique de l'Est et australe

Défis dus aux maladies et éventuelles conséquences commerciales

En avril 2014, la FAO a demandé davantage de mesures pour combattre la jaunisse fusarienne (aussi connue sous le nom de souche TR4 de la maladie de Panama) après qu'une épidémie avait eu lieu en février 2013 au Mozambique. Des efforts sont faits pour contenir la maladie et développer des mesures de biosécurité renforcées afin d'empêcher sa propagation. L'Afrique de l'Est a la plus forte consommation de bananes par personne dans le monde.

La FAO a demandé « la mise en œuvre de mesures phytosanitaires pour prévenir la propagation de la maladie » et de « mesures préventives, y compris des mises en quarantaine », des « précautions pour éviter que des particules de sol ou du matériel végétal infecté entrent ou sortent des exploitations, et la désinfection des véhicules entrants et sortants ». Des mesures préventives, à condition d'être mises en œuvre de façon rigoureuse, pourraient avoir un impact positif sur le commerce intra-régional des bananes.

Dans le même temps, la recherche continue autour de variétés améliorées plus résistantes aux maladies (c'est-à-dire résistantes non seulement à la fusariose, mais également à d'autres infections fongiques comme la Black Sigatoka – ou maladie des taches noires – et aux infections virales comme la maladie du Bunchy Top). Des programmes pour la distribution de variétés améliorées devront alors être déployés à une vaste échelle. De telles initiatives incluent l'utilisation des biotechnologies

comme le développement de variétés transgéniques du Fonds africain pour les technologies agricoles. Cela pourrait avoir des implications commerciales, néanmoins, compte tenu des politiques divergentes entre les régions sur la production, la consommation et la vente de cultures OGM. Et également se heurter la résistance des consommateurs dans certains marchés d'exportation extérieurs. Ces constats suggèrent la nécessité d'un examen détaillé des conséquences commerciales potentielles de l'utilisation des biotechnologies dans le secteur de la banane, étant donné le débat sur les politiques et le contexte en évolution dans les régions d'Afrique de l'Est et australe et les principaux marchés potentiels comme l'UE.

Investissement dans le développement des exportations et la transformation locale et dans l'utilisation des sous-produits

Ces dernières années, le Mozambique et l'Angola, pays lusophones, ont montré leur intérêt pour investir dans la production de bananes à exporter, avec des investissements réalisés au Mozambique dont les exportations vers l'UE ont été en croissance constante depuis 2010. En février 2013, il a été annoncé que Matanuska (une filiale de la Rift Valley Corporation), qui conduit l'initiative d'investissement dans le secteur de la banane au Mozambique, avait signé un contrat de vente avec Dole Fresh Fruit Europe pour la distribution des bananes Matanuska en Afrique, en Europe et au Moyen-Orient. Cependant, l'épidémie de jaunisse fusarienne de la banane au Mozambique pourrait freiner ces efforts pour développer la production de bananes pour l'exportation.

En mai 2014, l'Ouganda a commencé à exporter des bananes plantains fraîches vers les communautés ouest-africaines expatriées aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Afrique du Sud. Les volumes impliqués sont faibles, et les exportations de bananes d'Ouganda ont reculé à 126 tonnes au premier trimestre de l'année fiscale 2013/14, contre 177 tonnes au premier trimestre de 2012/13.

Des efforts ont également été déployés au Kenya pour étendre la production de bananes destinée à l'exportation – un demi-million de producteurs appartenant aux 86 associations de producteurs de bananes de Kirinyaga ont eu recours à l'emprunt pour développer la production de bananes en culture irriguée pour l'exportation. La popularité croissante de la production commerciale de bananes a incité le gouvernement à lancer une stratégie nationale de développement de la banane, qui supervisera la croissance du secteur jusqu'en 2016. Des autorités locales au Kenya ont même pris des initiatives pour essayer de développer les exportations de bananes vers la Chine.

« Des initiatives sont en cours en Ouganda pour ajouter de la valeur aux produits de la banane et commercialiser les sous-produits »

Dans le même temps, l'Éthiopie espère développer les exportations de bananes vers l'Arabie saoudite tandis que la Somalie regarde vers les marchés des États du Golfe. Les ventes vers les marchés du Moyen-Orient constituent souvent un banc d'essai pour exporter vers des marchés de la banane de l'OCDE dont les prix sont plus élevés.

En Ouganda, en 2013, des initiatives étaient en cours pour ajouter de la valeur aux produits de la banane et commercialiser les sous-produits comme les épluchures et les tiges sous forme de produits allant des sacs et briquettes biodégradables à l'alimentation animale enrichie, les engrais verts et le biogaz. On pense que ceux-ci pourraient contribuer à réduire les pertes actuelles de 25 % des cultures de bananes dues à l'absence d'opportunités commerciales.

Enjeux et tendances dans l'évolution du secteur de la banane en Afrique de l'Ouest et centrale

Ces dernières années, les performances à l'exportation des principaux exportateurs de bananes d'Afrique de l'Ouest et centrale ont été affectées par des troubles politiques en Côte d'Ivoire et des épidémies comme le virus Banana Bunchy Top qui s'est propagé à travers l'Afrique centrale vers l'Afrique de l'Ouest. Néanmoins, les exportations ont progressé de 12 % en 2012, retrouvant des niveaux supérieurs à ceux de 2010. Cette évolution s'est maintenue en 2013, avec des exportations de bananes de la Côte d'Ivoire et du Cameroun vers les marchés de l'UE augmentant respectivement de 12 % et 16,5 %.

La moyenne annuelle des exportations de bananes d'Afrique de l'Ouest et centrale vers l'UE de 2010 à 2013 a été supérieure de 4,1 % à la moyenne annuelle des quatre années précédentes, dans un contexte de légère baisse des importations annuelles moyennes de l'UE de 0,67 %.

Depuis juin 2014, en Afrique de l'Ouest, une importante question non résolue dans le secteur de la banane est la finalisation du

processus d'APE avant la date butoir du 1^{er} octobre 2014 pour la mise en œuvre des engagements d'APE intérimaire. Pour les pays exportateurs de bananes, cette question semble désormais réduite à un choix entre signer et ratifier leurs accords APE intérimaires ou faire pression pour la conclusion d'un APE régional avant l'échéance du 1^{er} octobre 2014. Le regroupement des options autour de cette alternative semblerait réduire les incertitudes commerciales et éviter aux négociations de contrats d'approvisionnement de bananes les conséquences négatives sur les prix.

Les incertitudes relatives à l'APE ne semblent pas avoir eu d'impact sur l'investissement des principaux exportateurs de bananes d'Afrique de l'Ouest et centrale dans le secteur de la banane ; en 2013/14, de nouveaux investissements en Côte d'Ivoire et au Ghana ont été annoncés, qui étaient axés sur l'amélioration de la qualité et de la compétitivité des exportations de bananes de la région.

Enjeux et tendances dans l'évolution du secteur de la banane dans les Caraïbes et le Pacifique

Un déclin continu des exportations des îles du Vent aggravé par des épidémies

Différentes tendances apparaissent dans le commerce des bananes ACP des Caraïbes avec l'UE. La première est la baisse continue des exportations de bananes des îles du Vent vers l'UE, qui ont chuté de 59 % entre 2010 et 2013, suite aux dommages causés par un ouragan, à l'apparition d'épidémies et aux prix bas sur le marché traditionnel britannique. Les prix bas, en particulier, ont marginalisé les réinvestissements dans

le secteur de la banane, les primes sur les prix du commerce équitable n'étant que partiellement susceptibles de compenser ces tendances plus générales. C'est particulièrement le cas depuis que le prix du commerce équitable, initialement conçu comme un strict minimum, a progressivement été considéré comme un prix de référence du marché.

Les défis de la lutte contre les maladies du bananier n'ont fait qu'accroître les difficultés. En décembre 2013, la FAO a appelé à une recherche et un soutien technique accrus pour lutter contre la maladie de la cercosporiose noire, affirmant que, faute de soutien, « les petits cultivateurs n'avaient pas les moyens d'assumer les frais de lutte contre la maladie ». L'arrivée de la cercosporiose noire a été « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase », les effets cumulés des ouragans répétitifs, les changements intervenus sur le marché européen de la banane et l'épidémie actuelle provoquant l'abandon de la production de bananes.

Hausse des exportations du Belize et du Suriname

La deuxième tendance est la croissance des exportations du Belize et le retour du Suriname dans les ventes à l'exportation, avec respectivement 22,8 % et 14,9 % d'augmentation des exportations vers l'UE entre 2010 et 2013 (malgré la faible baisse des exportations vers l'UE en 2013).

L'achat de l'entreprise SBBS du Suriname par Univeg en janvier 2014 s'appuie sur des relations commerciales établies entre Univeg France et SBBS au cours des opérations de restructuration engagées en 2006 avec le soutien de l'UE. Il est à noter qu'après la crise du secteur de la banane en 2003, lorsque les

exportations de l'UE ont atteint leur niveau le plus bas, la collaboration avec Univeg a vu une réorientation des exportations hors du Royaume-Uni, d'abord vers la France, puis vers une gamme plus diversifiée de marchés continentaux européens. Bien que le Suriname n'ait exporté aucune banane vers le marché britannique depuis 2006 ce dernier demeure l'unique marché pour les exportations de bananes du Belize.

« Quelques exportateurs des Caraïbes ont pu se diversifier en sortant du difficile marché britannique de la banane »

Quelques exportateurs des Caraïbes ont ainsi pu se diversifier en sortant du difficile marché britannique de la banane, tout en augmentant les exportations vers l'UE (qui ont plus que doublé entre 2005 et 2012). Les efforts croissants d'Univeg pour « garantir la sécurité de l'approvisionnement sur le long terme afin d'offrir un service optimal aux clients du marché de détail » pourraient offrir de nouvelles opportunités aux exportateurs de bananes des Caraïbes au-delà de leurs relations avec les fournisseurs traditionnels dans leur commerce avec l'Europe (voir article [Agritrade « Du Suriname aux leaders mondiaux, fusions et acquisitions dans le secteur de la banane »](#), 11 mai 2014).

La croissance continue des exportations de bananes de la République dominicaine

La troisième tendance est relative à la croissance continue des exportations de bananes de la République dominicaine (RD), avec une reprise en 2013 suite aux difficultés de 2012. L'accent mis par la RD sur les exportations de bananes commerce équitable et biologiques (souvent avec la

double certification) a, en partie, tenu à l'écart ce pays des tendances de prix négatives du marché britannique, qui absorbe 60 % de ses exportations vers l'UE, comme en témoigne la croissance continue des exportations de bananes de la RD vers l'UE.

Le rapport 2014 de l'IIED sur la durabilité fournit un bref aperçu des meilleurs prix obtenus par les exportateurs de bananes de RD en 2011. Il montre des prix aux producteurs (bord champ) et à l'exportation pour les bananes biologiques entre 36,4 % et 57,1 % supérieurs aux prix des bananes conventionnelles, et 118,2 % et 142,9 % supérieurs pour les bananes à double certification commerce équitable et biologique.

« Il y a une croissance continue des exportations de bananes de la République dominicaine »

En 2013/14, deux menaces ont plané sur le commerce de la banane de la RD avec l'UE. La première est la concurrence croissante des exportations de bananes biologiques du Pérou. En 2014, étant donné la présence de maladies et ravageurs et le manque d'eau, le total des exportations de bananes biologiques du Pérou devrait baisser d'environ 16,7 % (103 833 tonnes contre 124 600 tonnes en 2013). À plus long terme, un défi commercial important pourrait se poser aux fournisseurs de bananes de RD, étant donné la hausse de 178 % des exportations totales de bananes péruviennes vers l'UE depuis 2010 (de 51 598 tonnes à 143 489 tonnes en 2013).

La seconde menace est liée aux propositions de la CE pour une nouvelle réglementation pour les produits biologiques. Les changements proposés, s'ils sont adoptés, vont nécessiter des investissements publics plus

élevés dans les organismes officiels de contrôle biologique. Ces investissements devraient viser à obtenir la conclusion d'accords d'équivalence biologique avec l'UE. Ils pourraient potentiellement apporter un système de contrôles et de certification biologiques plus rentable pour les entreprises individuelles que le système alternatif proposé. Cette question est essentielle pour la République dominicaine comme pour les fournisseurs concurrents qui ont d'ores et déjà un ALE avec l'UE (Costa Rica) ou qui sont en phase finale de négociations pour un ALE (Inde) ou qui ont déjà des accords d'équivalence pour leur régime de certification biologique. Le Pérou cherche activement à obtenir un accord d'équivalence (voir article [Agritrade « Le soutien du gouvernement s'est avéré efficace pour développer le secteur de la banana de la République dominicaine »](#), 23 avril 2012).

Poursuite de la restructuration du secteur jamaïcain de la banane

À la fin octobre 2013, la phase finale de l'aide de l'UE aux ajustements du secteur de la banane en Jamaïque a été décidée, avec la signature d'un programme de 4,7 millions € sur quatre ans. Cette aide s'inscrit dans le cadre d'efforts plus larges du gouvernement pour améliorer la compétitivité de l'industrie de la banane et de la banane plantain jamaïcaine. Le gouvernement ambitionne de porter la production de bananes à 100 000 tonnes sur trois ans, à partir d'une production actuelle de 50 000 tonnes. Ce niveau restera cependant deux fois moins élevé que les 200 000 tonnes exportées en 1996. Une production accrue ciblera les marchés locaux, pour les bananes fraîches comme pour les produits à valeur ajoutée.

Tendances dans la production et le commerce du Pacifique

Les bananes sont l'une des cultures les plus pratiquées et les plus consommées dans le Pacifique, toutes sortes de bananes étant produites sur les différentes îles. Alors que les bananes étaient un soutien majeur à l'exportation pour certaines îles du Pacifique jusqu'aux années 1970 (fournissant principalement la Nouvelle-Zélande), ces marchés ont été perdus au profit de producteurs de bananes transnationaux proposant des prix plus compétitifs et une qualité plus constante.

« Les bananes sont l'une des cultures les plus pratiquées et les plus consommées dans le Pacifique »

Il pourrait sembler pertinent de développer la production de bananes biologiques-commerce équitable pour l'exportation dans le Pacifique, à condition de faire des efforts ciblés de commercialisation. Fairtrade Nouvelle-Zélande a encouragé les producteurs de bananes du Pacifique à explorer cette option. Cependant, il s'agit d'un marché saturé, l'équateur étant actuellement le principal fournisseur de bananes biologiques de la Nouvelle-Zélande. Quelques exportations de morceaux de banane séchés des Samoa (de la coopérative Samoa's Women in Business (WiBDI)) ont cependant lieu.

Des perspectives globales semblent exister pour soutenir et développer la production de bananes pour la consommation domestique (en particulier pour l'industrie hôtelière) et la transformation locale à valeur ajoutée à destination des marchés de niche.

3. Implications pour les pays ACP

Aider les organisations de producteurs ACP à exploiter de nouvelles opportunités de marché

Étant donné les changements en cours dans le marché mondial de la banane, la question se pose : quel rôle les gouvernements ACP peuvent-ils jouer individuellement et en tant que groupe ACP pour aider les producteurs à identifier les opportunités émergentes et les exploiter ?

« Quel rôle les gouvernements ACP peuvent-ils jouer individuellement et en tant que groupe ACP pour aider les producteurs à identifier les opportunités émergentes et les exploiter ? »

Un domaine requérant une attention politique immédiate est la position des pays ACP sur l'appel à la création d'un médiateur pour réglementer le pouvoir des acheteurs dans le secteur du détail, en commençant par les bananes. Cela soulève la question plus large du besoin d'une initiative ACP concertée pour explorer, avec la CE, l'objectif d'étendre les nouveaux instruments de politique pour renforcer le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement agricole de l'UE aux chaînes d'approvisionnement agricole ACP-UE. Le secteur de la banane semble fournir un point de départ idéal à cet égard. Cette initiative semble pouvoir sur les appels ministériels pour le renforcement des consultations ACP-UE sur les questions relatives au secteur de la banane et permettre

à l'UE d'aller au-delà des programmes traditionnels d'aide en apportant un appui aux exportateurs ACP pour s'adapter aux réalités changeantes des marchés.

En outre, un programme d'appui pan-ACP pourrait jouer un rôle en matière d'aide au renforcement des capacités des associations de producteurs de bananes ACP pour accroître leurs capacités à capitaliser sur les opportunités de marché émergentes. Il comprendrait le renforcement de leurs capacités à identifier de nouvelles voies vers des marchés procurant de meilleurs prix aux producteurs, dans un contexte de stratégies entrepreneuriales changeantes dans le secteur de la banane.

Mobiliser un soutien accru pour faire face aux menaces liées aux maladies dans le secteur de la banane

Des initiatives ACP collectives pourraient être envisageable, en appui, à la fois, à la recherche pour la lutte contre les maladies du bananier et à la mise en œuvre de programmes pour combattre la propagation des maladies du bananier à travers les pays ACP. Cela pourrait être une priorité évidente pour le redéploiement de tout financement inutilisé de programme de MAB, mais cela pourrait demander de la souplesse dans la programmation et le déboursement du financement des MAB au cours des dernières étapes du programme. Cependant, étant donné le besoin d'appuyer de telles mesures dans les pays ACP producteurs de bananes non engagés dans la production de bananes pour l'exportation (et donc non éligibles à l'appui des MAB), d'autres ressources régionales du Fonds européen de développement pourraient devoir être mobilisées. Ce domaine donne

aussi des marges de manœuvre à toute initiative ACP pour mobiliser une aide au développement de partenaires de coopération au-delà de l'UE.

Se préparer pour les réformes du régime de contrôle des produits biologiques de l'UE

Étant donné les implications financières potentielles des propositions de l'UE pour un nouveau système de contrôles des produits biologiques, les gouvernements ACP devront se préparer pour la transition. Cela nécessitera des investissements dans le renforcement des régimes nationaux de certification et de vérification biologiques. Pour les exportateurs de bananes comme la République dominicaine, la conclusion d'un accord d'équivalence biologique pourrait être prioritaire, dans la mesure où il pourrait réduire les coûts de certification pour les entreprises. Ces économies pourraient être maximisées si la reconnaissance de l'accord d'équivalence était étendue au-delà de l'UE vers les états-Unis, cette extension de la recon-

naissance de l'équivalence de normes entre régions partenaires constituant potentiellement une demande des pays ACP importante si l'on considère les négociations actuelles du Partenariat transatlantique UE-États-Unis sur le commerce et l'investissement.

Développer les marchés du commerce équitable et des produits biologiques pour les producteurs de bananes ACP

Le faible niveau des ventes de bananes certifiées biologiques et commerce équitable, comparé au niveau de production certifiée, suggère que les producteurs ACP de bananes biologique et commerce équitable pourraient dégager des bénéfices substantiels en investissant dans la promotion de la demande de bananes commerce équitable et biologiques, et donc dans les ventes de bananes certifiées sur ces composantes de marché aux prix plus élevés. Une fois encore, cela ouvre des perspectives pour de nouveaux partenariats qui dépassent les relations traditionnelles de coopération au développement ACP.

Principales sources

1. Freshplaza.com, « UN warns that banana yellow leaf disease is spreading beyond Asia », 17 avril 2014

<http://www.freshplaza.com/article/120002/UN-warns-that-banana-yellow-leaf-disease-is-spreading-beyond-Asia>

2. Freshfruitportal.com, « Belgian lab a diverse safeguard against "bananageddon" », 9 avril 2014

<http://www.freshfruitportal.com/2014/04/09/belgian-lab-a-diverse-safeguard-against-bananageddon/>

3. Food Business News, « Banana disease concerns Fresh Del Monte », 30 avril 2014

http://www.foodbusinessnews.net/articles/news_home/Financial-Performance/2014/04/Banana_disease_concerns_Fresh.aspx?ID={16694A40-7F50-4731-9F9F-FEACC1C348DF}&cck=1

4. FreshFruitPortal.com, « Mahindra signs JV with Univeg », 14 avril 2014
<http://www.freshfruitportal.com/2014/04/14/india-mahindra-signs-jv-with-univeg/>
5. Agraria.pe, « Peru: Organic banana exports down this year », 9 avril 2014
<http://www.freshplaza.com/article/119657/Peru-Organic-banana-exports-down-this-year>
6. FAO, « Banana market review and banana statistics 2012-13 », 2014
<http://www.fao.org/docrep/019/i3627e/i3627e.pdf>
7. IISD, « The State of sustainability initiatives review 2014 », 2014
http://www.iisd.org/pdf/2014/ssi_2014.pdf
8. FAO, « FAO urges countries to step up action against destructive banana disease », 14 avril 2014
<http://www.fao.org/news/story/en/item/223409/icode/>
9. FreshFruitPortal.com, « Mozambique Panama disease talks to yield containment report », 30 mai 2014
<http://www.freshfruitportal.com/2014/05/30/mozambique-panama-disease-talks-to-yield-containment-report/>
10. Agribusiness.co.ug, « Uganda starts banana processing and exporting », 11 mai 2014
<http://ea-agribusiness.co.ug/uganda-starts-banana-processing-and-exporting/>
11. Star Africa, « Regional firm seals Mozambique banana production deal », 3 février 2014
<http://en.starafrika.com/news/regional-firms-seal-mozambique-banana-production-deal.html>
12. FreshFruitPortal.com, « It's "prudent" to plan for life after Cavendish, says Chiquita CEO », 13 mai 2014
<http://www.freshfruitportal.com/2014/05/13/its-prudent-to-plan-for-life-after-cavendish-says-chiquita-ceo/>
13. FreshFruitPortal.com, « INI Farms aims to change perceptions of Indian bananas », 3 juin 2014
<http://www.freshfruitportal.com/2014/06/03/ini-farms-aims-to-change-perceptions-of-indian-bananas/>
14. Fruchthandel.de, « Germany: Fairtrade banana sales up 50% », 13 mai 2014
<http://www.freshplaza.com/article/120754/Germany-Fairtrade-banana-sales-up-50-procent>
15. The Observer (Kampala), « Uganda: Maize, banana, tea exports drop », 22 avril 2014
http://www.observer.ug/index.php?option=com_content&view=article&id=31387:maize-banana-tea-exports-drop&catid=38:business&Itemid=68
16. AllAfrica.com, AlertNet, « In Kenya, farmers abandon coffee for thirsty bananas », 30 mars 2014
<http://allafrica.com/stories/201404010146.html>



Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) est une institution internationale conjointe des États du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'Union européenne (UE). Il intervient dans les pays ACP pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, accroître la prospérité dans les zones rurales et garantir une bonne gestion des ressources naturelles. Il facilite l'accès à l'information et aux connaissances, favorise l'élaboration des politiques agricoles dans la concertation et renforce les capacités des institutions et communautés concernées.

Le CTA opère dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.

Centre technique de coopération agricole et rurale (ACP-UE)
PO Box 380
6700 AJ Wageningen
Les Pays-Bas
Tél : +31 (0) 317 467 100
E-mail: cta@cta.int - www.cta.int

17. Freshplaza.com, « Kenya: Agreement signed to export bananas to China », 3 décembre 2013
<http://www.freshplaza.com/article/115806/Kenya-Agreement-signed-to-export-bananas-to-China>

18. Agence Ecofin, « Côte d'Ivoire : Le gouvernement lance une bananeraie dans le nord du pays », 12 mars 2014
<http://www.agenceecofin.com/fruits/1203-18286-cote-d-ivoire-le-gouvernement-lance-une-bananeraie-dans-le-nord-du-pays>

19. Ghanaweb, « Ghana: Investment in banana sector », 9 septembre 2013
http://www.freshplaza.com/news_detail.asp?id=112939

20. FAO, « Fight against Black Sigatoka must continue to save small Caribbean banana farms », 12 décembre 2013
<http://www.fao.org/news/story/en/item/210605/icode/>

21. Jamaica Information Service, « EU praised for support to Jamaica banana industry », 31 octobre 2013
<http://www.caribbeannewsnow.com/topstory-EU-praised-for-support-to-Jamaica-banana-industry-18381.html>

22. AllGood, « The perfect snack », non daté
<http://allgoodorganics.co.nz/organic-dried-banana-chunks/>

23. African Agricultural Technology Foundation, « Bacterial wilt resistant banana project », non daté
<http://www.aatf-africa.org/userfiles/Banana-brief.pdf>

24. The East African, « Regional biosafety policy ready for adoption », 10 mai 2014
<http://www.theeastafrican.co.ke/news/Regional-biosafety-policy-ready-for-adoption/-/2558/2310224/-/kclis8z/-/index.html>

25. Foodnavigator.com, « European Commission reaches "political agreement" on GM cultivation proposal », 13 juin 2014
<http://www.foodnavigator.com/On-your-radar/GM-food/GM-cultivation-proposal-agreed-in-Europe>

26. Freshplaza.com, « Ivory Coast to produce 21,000 tons of bananas annually », 21 février 2014
<http://www.freshplaza.com/article/118105/Ivory-Coast-to-produce-21,000-tons-of-bananas-annually>

À propos de cette mise à jour

Cette note de synthèse a été mise à jour en décembre 2014 afin de prendre en compte les développements depuis septembre 2013. D'autres publications dans cette série et des ressources supplémentaires sur le commerce agricole et de la pêche ACP-UE peuvent être trouvés en ligne à <http://agritrade.cta.int/fr>.